



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

Ambition Europe

Lettre d'information de la délégation
Auvergne-Rhône-Alpes à Bruxelles



N°125 du 3 novembre 2021

UNE

LA COMMISSION EUROPÉENNE PRÉSENTE SON PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2022



La nouvelle approche « un ajout, un retrait » en matière de législation européenne a notamment été confirmée.

Crédit photo © Campus France Flickr CC

La Commission européenne a présenté le 19 octobre 2021 en marge de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg, son programme de travail pour l'année 2022. Celui-ci contient 42 nouvelles initiatives couvrant les six grandes ambitions énoncées dans les [orientations politiques](#) de la Présidente Von der Leyen adaptées à une Europe de l'après-COVID-19 qui soit plus verte, plus équitable, plus numérique et plus résiliente.

La première de ces grandes ambitions vise la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, autour notamment du paquet législatif « *ajustement à l'objectif 55* » avec, parmi les initiatives les plus attendues sur le front environnemental et climatique, la certification pour l'élimination du carbone et l'initiative sur les polluants des eaux de surface et sur la qualité de l'air ambiant. Une réglementation européenne sur les semi-conducteurs est prévue dans le cadre de la priorité « une Europe adaptée à l'ère du numérique » ainsi qu'une loi européenne sur la cyber-résilience et des recommandations pour renforcer les compétences numériques dans l'enseignement scolaire et supérieur. Sur le volet social, la Commission compte présenter une initiative législative pour protéger les travailleurs face à l'exposition à l'amiante ainsi qu'une initiative sur un revenu minimum adéquat. La Commission a aussi proposé de faire de 2022 l'Année européenne de la jeunesse (cf. article ci-dessous) et mettra en place une nouvelle initiative intitulée ALMA pour aider les jeunes Européens défavorisés qui ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation à acquérir une expérience professionnelle à l'étranger. La Commission présentera également une stratégie pour les

universités et proposera des moyens pour parvenir à une coopération transnationale approfondie et plus durable dans l'enseignement supérieur.

En termes de méthode, la nouveauté réside dans l'application du principe « un ajout, un retrait » (en anglais « one in, one out ») dans le cadre de l'amélioration du processus législatif européen selon lequel chaque nouvelle charge réglementaire sera compensée par le retrait d'une disposition déjà existante. La Commission va désormais entamer des discussions avec le Parlement et le Conseil en vue d'établir la liste des priorités législatives communes.

NOTRE RÉGION ET L'EUROPE

SUERA : RETOUR SUR LES ÉVÈNEMENTS VILLES-MONTAGNES



Les partenaires de la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA) étaient réunis les du 6 au 8 octobre derniers à Grenoble.

Crédit photo © Michel Coiffard - Flickr CC

Plusieurs temps ont rythmé [ces rencontres](#), avec la tenue du dernier conseil exécutif de la [SUERA](#) sous Présidence française et un événement thématique, auquel a participé la Région, avec la Métropole de Grenoble sur les relations villes-montagnes. À Grenoble, les acteurs territoriaux ont pu échanger pendant deux jours au sujet des coopérations entre villes et montagnes. Le projet [LUIGI](#), financé dans le cadre du [programme INTERREG Espace alpin](#), a été présenté lors de cette conférence. Il vise à renforcer le lien entre les écosystèmes de montagne et les centres urbains se trouvant au pied des Alpes en dynamisant les échanges économiques et sociaux entre les deux types d'espaces. Les élus et experts ont insisté sur l'importance de la transition des activités de montagnes, condition *sine qua non* pour remplir les objectifs climatiques et sociaux en recréant le lien entre ville et montagne. L'importance d'agir conjointement sur les émissions de gaz à effet de serre directs et indirects pour atteindre la neutralité carbone en 2050 a été soulignée. La présentation du travail des groupes d'action de la SUERA sur les thèmes de mobilité, de la jeunesse et de l'adaptation au changement climatique a conclu ces travaux.

Côté gouvernance, le dernier conseil exécutif de la Présidence française a permis de mettre en lumière des priorités régionales telles que le tourisme, le bois, l'industrie 4.0 ou l'hydrogène. Un travail partenarial de définition des priorités entre la Présidence française et la future Présidence italienne a également été engagé

Le prochain événement labellisé SUERA sera organisé à Évian par le Cluster Eau lémanique les 8 et 9 novembre prochain sur la thématique "[Suivi et gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques de la région alpine](#)". Les inscriptions sont ouvertes [ici](#).

WEBINAIRES ERASMUS JEUNES ENTREPRENEURS



Plusieurs sessions sont organisées en novembre par Oxalis Scop, organisme intermédiaire agréé.

Crédit photo © Jean-François Gornet - Flickr CC

Venez découvrir le programme de mobilité internationale de la Commission européenne pour tous les nouveaux entrepreneurs, porteurs de projets et chefs d'entreprise (moins de 3 ans d'expérience) ! Des webinaires sur le programme [Erasmus pour jeunes entrepreneurs](#) sont organisés les 8, 19 et 26 novembre par [Oxalis Scop](#), organisme intermédiaire agréé. Inscription [ici](#).

47 NOUVEAUX PROJETS SOUTENUS PAR LE FEDER ET LE FSE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Du 1^{er} au 15 octobre 2021, les membres des comités de programmation des fonds européens FEDER/FSE pour les territoires d'Auvergne et de Rhône-Alpes ont été consultés par voie dématérialisée sur l'ensemble des projets présélectionnés au titre des programmes opérationnels.

Crédit photo © Charles PIETRI – Région Auvergne-Rhône-Alpes

Ces instances ont donné un avis favorable à 47 nouveaux projets pour un montant de 37,8 millions d'euros de crédits européens (27,2 millions d'euros de FEDER et 10,6 millions d'euros de FSE).

Cette consultation a permis la programmation de nouveaux dossiers dans le cadre du dispositif REACT-UE, mis en place par le plan de relance « *Next Generation EU* » de la Commission européenne pour faire face à la crise de la pandémie de COVID-19. En Auvergne-Rhône-Alpes, la Région a identifié 4 domaines d'intervention pour la mobilisation des crédits REACT-EU : le soutien aux PME et à l'économie numérique, le soutien au BTP et à la transition écologique, le soutien au domaine de la santé, et le soutien à l'emploi, la formation et l'orientation. Consulter les projets sélectionnés sur le [site L'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes](#).

JOURNÉE AMBITION EUROPE AU SIÈGE DE LA RÉGION : INSCRIPTIONS OUVERTES !



**Auvergne
Rhône-Alpes**
Entreprises

L'Agence Auvergne-Rhône-Alpes réédite pour la cinquième année consécutive sa journée Ambition Europe le 16 novembre au siège de la Région afin de présenter en particulier aux entreprises les opportunités de financements européens.

La Journée Ambition Europe revient en 2021 sous un nouveau format alliant digital et présentiel. Cette journée sera organisée le 16 novembre au siège du Conseil régional à Lyon, par l'Agence [Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises](#) en lien avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes et en partenariat avec les acteurs de l'écosystème régional. Des conférences, ateliers, du networking et de nombreuses animations permettront aux participants de découvrir et comprendre les financements européens pour les acteurs régionaux ayant des projets de recherche et d'innovation, ainsi que de maximiser leurs chances d'y accéder. Le programme détaillé et le lien pour s'inscrire (en 2 étapes) sont disponibles sur le site [de l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises](#).

TOUR DU MONT-BLANC : DES ÉTUDIANTS EUROPÉENS ONT PRÉSENTÉ À BRUXELLES LEUR PROJET DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DU SPORT



L'équipe gagnante de ce projet soutenu par le programme ERASMUS + SPORT était à Bruxelles le 22 octobre pour présenter les résultats de cette initiative portée par une université de la région.

Crédits photo © Université Savoie Mont-Blanc

L'Université Savoie Mont-Blanc (USMB) a été lauréate en 2020 d'un [projet Erasmus+ Sport](#) relatif à l'organisation d'une randonnée (« soft-trail ») destinée à des étudiants européens sous forme de challenge sportif et intellectuel axé sur la place du sport dans les universités. L'événement s'est tenu en juin 2021 et a été un réel succès avec la participation de 63 étudiants (dont 20 à distance) issus de 10 pays réunis dans des équipes multiculturelles. Le projet a permis de faire la promotion de l'activité physique et des coopérations européennes auprès d'étudiants inscrits dans divers parcours universitaires. L'équipe gagnante composée d'une dizaine d'étudiants français, italiens, espagnols, allemands, autrichiens, portugais et roumains a été accueillie au sein de la Délégation de la Région à Bruxelles pour rencontrer des membres de la Commission européenne impliqués dans le domaine du sport. Ils ont présenté ce projet et ses impacts en faveur de la coopération inter-universitaire et de la création d'une communauté européenne par le sport.

[Le programme ERASMUS + Sport](#) apporte un appui aux organisations du sport et aux universités pour encourager les activités physiques, le sport de haut niveau et les activités de pleine nature. Il permet aussi de financer des actions de soutien à l'intégrité dans le sport et à l'inclusion sociale. Pour plus d'informations, la vidéo de l'équipe gagnante est [ici](#).

LANCEMENT D'UN PROJET FACILITANT L'ACCÈS AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES AUX MÉNAGES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ



Les partenaires du projet européen Horizon 2020 « *SUN4All* » (*Eurosolar for all*) se sont retrouvés à Barcelone les 25 et 26 octobre. Deux acteurs régionaux en font partie : l'INES (institut national de l'énergie solaire) et la Communauté de Communes Cœur de Savoie.

Crédit photo © Institut national de l'énergie solaire

Le [projet « SUN4All » \(*Eurosolar for all*\)](#) sélectionné suite à [un appel énergie du programme Horizon 2020](#) vise à faciliter l'accès aux énergies renouvelables aux ménages en situation de précarité énergétique dans quatre régions d'Europe : Barcelone (Espagne), Communauté de Communes Cœur de Savoie (France), Rome (Italie) et Almada (Portugal). Afin de garantir une transition énergétique juste, le schéma général est basé sur l'initiative existante de New York intitulée « *Solar for All* ». Les bénéficiaires de *SUN4All* seront copropriétaires d'une centrale photovoltaïque locale et les revenus générés par la production et la vente de l'énergie seront utilisés pour faciliter le réinvestissement dans des mesures et des attitudes d'efficacité énergétique à faible coût, améliorant leurs conditions de vie. *SUN4All* a vocation à rester un dispositif permanent au-delà de 2024 pour contribuer à la réduction de la précarité énergétique en Europe en promouvant une citoyenneté active et en créant des environnements énergétiques communautaires inclusifs. Il est prévu de répliquer et d'étendre le programme dans au moins 10 autres villes européennes et de le planifier dans d'autres villes et régions afin d'en faire un projet consolidé en Europe.

Le projet, qui sera réalisé pendant 3 ans jusqu'en octobre 2024, est piloté par l'association Ecoserveis de Barcelone et compte 10 partenaires en Espagne, Italie, Norvège, au Danemark, au Portugal et en France (Auvergne-Rhône-Alpes). Pour en savoir, plus contacter à l'INES Plateforme Formation et Evaluation, Immaculada Miracle immaculada.miracle@ines-solaire.org.

ACTUALITÉS

VERS L'ANNÉE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE



La Commission européenne souhaite recueillir l'avis des parties prenantes, au premier rang desquelles les jeunes, sur sa proposition de faire de 2022 l'Année européenne de la jeunesse.

Crédit photo © Paul Falardeau - Flickr CC

Avec [sa proposition](#) publiée le 14 octobre dernier, la Commission souhaite mettre les jeunes à l'honneur et redonner à cette génération qui a le plus souffert de la pandémie des perspectives d'avenir meilleures et plus nombreuses notamment en termes de développement personnel et professionnel grâce aux politiques européennes. Les transitions verte et numérique devront être placées au cœur de cette démarche qui devra inclure les jeunes ayant moins de perspectives, issus de milieux défavorisés, provenant de zones rurales ou reculées, ou appartenant à des groupes vulnérables. Cette Année européenne, la Commission souhaite la cocréer avec les jeunes, c'est pourquoi elle a publié [une enquête spéciale](#) à leur intention et à laquelle il convient de contribuer avant le 17 novembre en complétant le formulaire en ligne ou en répondant par mail à l'adresse EYY2022@ec.europa.eu.

Pour contribuer au programme d'activité de cette année, elle a également ouvert [une consultation publique](#) plus large à laquelle toutes les parties intéressées sont invitées à répondre avant le 14 décembre. À noter que des coordinateurs nationaux seront désignés dans chaque État membre pour chapeauter la mise en œuvre d'activités liées à l'Année européenne dans leur pays. Enfin, côté budget, ce sont les programmes ciblant les jeunes dans tous les domaines qui devraient être mis à contribution en dehors du nouveau programme ALMA, qui encouragera la mobilité professionnelle transfrontière des jeunes défavorisés.

CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE : NOUVELLE ÉTAPE



Les citoyens français ont désormais remis leur contribution finale tandis que la deuxième assemblée plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe s'est réunie le 23 octobre pour débattre des résultats des rencontres de panels européens de citoyens.

Crédit photo © Juliane Liebermann on Unsplash - EC

Du 15 au 17 octobre, 100 Français tirés au sort parmi les 700 citoyens présents aux 18 conférences régionales ont participé à Paris au Comité économique, social et environnemental à la synthèse nationale de la [Conférence sur l'avenir de l'Europe](#), l'aboutissement de deux mois de consultations à

travers toute la France. Ils ont ainsi examiné les 1120 propositions d'actions concrètes et les changements attendus par les citoyens dont ils ont débattu en les regroupant par thème. Le secrétaire d'État aux Affaires européennes venu conclure les trois journées a noté la convergence des propositions avec celles de la prochaine présidence française de l'Union européenne (premier semestre 2022). Un rapport qui synthétisera le travail des panels régionaux et la synthèse nationale est annoncé pour fin novembre. Il alimentera la contribution de la France à la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

En dehors de ce cheminement national, [le processus au niveau européen](#) avance également. Le 23 octobre s'est en effet tenue à Strasbourg la deuxième assemblée plénière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. 80 citoyens sélectionnés parmi les 800 citoyens des différents [panels de citoyens](#) réunis en octobre se sont ainsi retrouvés pour la première fois en présence des représentants du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne mais aussi de [30 représentants des autorités régionales et locales](#) dont 18 membres du Comité des Régions. Ils ont examiné et discuté les contributions issues des panels de citoyens européens, des panels et événements nationaux, de la [rencontre des jeunes Européens](#) et du deuxième rapport intérimaire de la [plateforme numérique multilingue](#). La prochaine assemblée plénière se tiendra les 17 et 18 décembre tandis qu'entre-temps se poursuivront en ligne les débats des panels de citoyens et en présentiel des événements nationaux. Quant à la plateforme numérique multilingue, elle continuera d'accueillir les contributions des citoyens qui souhaitent [s'impliquer dans ces discussions](#).

L'EUROPE AU SERVICE DE VOS PROJETS



Vous cherchez un financement dans le domaine de l'information sur la politique de cohésion ?

L'appel annuel de la DG Regio de la Commission européenne a été publié. Retrouvez le [ici](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne.

Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).

LE SAVIEZ-VOUS ?



Crédit photo © Janelle – Flickr CC

PARTICIPEZ À LA RÉVISION DE LA LÉGISLATION EN MATIÈRE DE BIEN-ÊTRE ANIMAL

Jusqu'au 21 janvier la Commission européenne consulte sur la législation relative au bien-être animal.

Lancée dans le cadre de la stratégie « de la ferme à la table », [l'initiative](#) vise à améliorer la législation existante afin de garantir un niveau plus élevé de bien-être animal. Elle s'adresse à toutes les parties prenantes : agriculteurs, exploitants du secteur alimentaire, grand public, ONG intervenant sur les questions de bien-être animal, organisations de défense des consommateurs...

UNE INITIATIVE CITOYENNE POUR L'ÉCHANGE DE FONCTIONNAIRES

Sous l'impulsion d'étudiants, une Initiative citoyenne pour un programme d'échanges européen de fonctionnaires est ouverte.

Intitulée [CSEP](#) (Civil Servant Exchange Program), cette initiative, ouverte le 4 octobre dernier, vise à faciliter l'échange de fonctionnaires au sein de l'Union. Pour les organisateurs, qui comparent leur initiative à un « Erasmus de la fonction publique », l'expérience permettrait aux fonctionnaires de l'Union de connaître une expérience professionnelle pendant 2 à 12 mois, sur un poste analogue, dans l'un des États membres, tout en continuant à percevoir le salaire de l'État d'origine, abondé, le cas échéant, d'une participation financière de l'Union. Si cette initiative parvient à recueillir au moins un million de soutiens dans les 12 mois, elle sera ensuite examinée par la Commission qui décidera ou pas d'y donner suite.

DICO DE L'EUROPE



PORTAIL E-JUSTICE

L'Union cherche à tirer parti du numérique dans le domaine de la justice

La Commission a lancé le 12 octobre une nouvelle version du [portail européen e-Justice](#). Destiné aux citoyens, comme aux entreprises et/ou aux praticiens du droit, l'outil, disponible dans toutes les langues de l'Union livre des informations sur les droits des européens, les législations nationales et les procédures judiciaires.



Pour consultez les [anciens numéros](#), rendez-vous sur le site de « L'Europe s'engage en Auvergne-Rhône-Alpes » :

www.europe-en-auvergnerhonealpes.eu

Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Écrire à la délégation](#)